



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

DIRECTION NATIONALE DE LA BCEAO POUR LA GUINEE-BISSAU

ENQUETE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS EN GUINEE-BISSAU

RAPPORT FINAL



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour la Guinée Bissau
Agence Principale de Bissau
Service des Etudes et des Statistiques

ENQUÊTE SUR LES ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

NOTE D'ANALYSE DES RÉSULTATS

Octobre 2011

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS

- Selon les résultats de l'enquête réalisées sur 7 régions du pays (sur un total de 9 régions), les transferts reçus en 2010 se situeraient à 29,1 milliards de FCFA, destinés principalement au Secteur Autonome de Bissau (SAB), qui concentre 46,2% des dispositions. Les fonds proviennent principalement des émigrés salariés (85%).
- L'enquête révèle que 22% des fonds passent par les circuits informels de transferts, à travers des commerçants, des hommes d'affaires ou s'effectuent par téléphone ; une faible proportion passant le système de fax, principalement au SAB.
- 33% des fonds sont destinés à des travailleurs indépendants, 8% à des salariés et 11% à des artisans. Les inactifs reçoivent 10% des transferts alors que les élèves et étudiants absorbent 26% des montants transférés.
- Les transferts sont dominés par ceux en provenance du Portugal qui représentent 45,4% des fonds reçus, suivis de ceux en provenance de l'Espagne (16,3%) et de la France (11,5%). Au total, les flux en provenance de l'Europe représentent 83,3% des fonds reçus.
- les transferts sont généralement destinés à la couverture des besoins de consommation courante qui absorbent 48% des transferts reçus. Les envois consacrés aux dépenses de santé et d'éducation représentent respectivement 18,4% et 10,6% des transferts reçus. Une part plus faible est consacrée aux investissements (10,7%) dont 8% aux investissements immobiliers et 2,7% aux autres investissements.
- Les transferts émis se situeraient à 10,3 milliards de FCFA en 2010 dont 71,7% provenant du SAB. Ils sont destinés principalement aux élèves et étudiants qui reçoivent 68,8% des transferts émis. Le reliquat est destiné aux salariés (12,3%), aux inactifs (7,5%) aux artisans (4,6%) et aux indépendants (2,9%).
- Les envois ont un caractère régulier et sont effectués selon une fréquence mensuelle (87%), annuelle (8%) et trimestrielle (3%) ; les émissions occasionnelles représentant 2% du total des transferts émis.
- Les transferts émis sont destinées principalement au Brésil (34,7%), au Sénégal (21,3%) et au Portugal (11,5%). Ces transferts passent à 86% par les canaux formels.
- Les fonds sont destinés essentiellement à la couverture des besoins de consommation courante (48,4%), d'éducation et de santé (26,8% et 6,4% respectivement) et aux événements familiaux (7,4%).

INTRODUCTION

Les envois de fonds des migrants en direction de l'Afrique subsaharienne ont connu une accélération constante au cours de ces dernières années. Dans les économies de l'UEMOA, les fonds reçus des travailleurs migrants ont quasiment quadruplé entre 2000 et 2008, passant de 323,1 milliards de FCFA à 1.223,5 milliards¹. Rapportés au PIB, ils ont gagné 2,2 points de pourcentage sur la période pour atteindre 3,9% en 2008, soit une moyenne de 2,9% par an.

En Guinée-Bissau, les entrées de fonds des travailleurs migrants ont été estimées à 21,7 milliards de FCFA en 2010 (5,2% du PIB), en hausse de 5,3% par rapport à 2009. Ces estimations, effectuées par la BCEAO dans le cadre de la confection de la balance des paiements, constituent la principale source d'informations sur les envois de fonds des migrants. Elles ont été établies sur la base des flux recensés auprès des sociétés de transferts d'argent (banques et sociétés de transfert rapide d'argent), ainsi que les statistiques sur les billets étrangers appréhendées à travers les opérations de change manuel.

Cette approche présente toutefois des limites qui sont afférentes notamment :

- à l'existence d'un biais lié au fait que les motifs économiques des transferts bancaires et électroniques ne sont pas toujours renseignés. Les chiffres communiqués par les Sociétés de Transfert d'Argent ne correspondent pas dans leur intégralité à des envois de fonds des migrants ;
- à la faiblesse, voire l'absence de prise en compte des transferts effectués par les canaux non formels, ce qui se traduit par une sous estimation des fonds envoyés par les migrants, eu égard à la proportion importante des transferts informels. A titre illustratif, une étude de la Banque Africaine de Développement (BAD²), réalisée en 2008, a conclu que les fonds expédiés par les canaux non officiels représentaient en 2005, respectivement 73,0% et 46,0% du total des transferts des migrants reçus par le Mali et le Sénégal.

Pour pallier ces insuffisances, la BCEAO a décidé de mener une enquête auprès des populations, aux fins de recueillir des données supplémentaires pouvant permettre d'affiner les estimations effectuées. L'objectif principal de l'enquête est de collecter les informations pouvant permettre une meilleure estimation des envois de fonds des travailleurs migrants, afin d'améliorer la production des statistiques de la balance des paiements des pays de l'UEMOA, à travers notamment une meilleure évaluation des montants émis ou reçus des migrants transitant par les canaux informels.

En Guinée-Bissau, l'enquête a été menée sous forme d'interview, à travers le questionnaire élaboré à l'issue de la phase pilote réalisée au Sénégal, sur lequel des amendements ont été portés. La phase de collecte s'est déroulée sur la période allant du 3 mai au 30 juin 2011 au niveau des sept régions du pays, choisies sur la base des proportions de transferts émis et reçus, par les canaux formels.

Le présent rapport retrace les principaux résultats issus de l'enquête. La première partie rappelle la méthodologie adoptée et la deuxième partie présente les principales données relatives aux réceptions et aux envois des fonds.

¹Données issues des statistiques de balance des paiements établies essentiellement à partir des informations recueillies auprès des opérateurs officiels (banques, sociétés de transferts rapides, postes).

²BAD (2008), les transferts des fonds des migrants, un enjeu de développement, rapport d'étude.

I- MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été menée avec l'appui de l'Institut National de Statistiques (INEC) qui a réalisé le plan de sondage, recruté les superviseurs et formé les enquêteurs. Les travaux ont été réalisés conformément aux termes de référence. Les questionnaires ont été adaptés au contexte du pays et traduit en langue portugaise par la Direction Nationale.

Il a été procédé à une enquête par sondage aléatoire avec une méthode d'échantillonnage par grappes à deux degrés. Les Districts de Recensement (DR) ont constitué les unités primaires. La cartographie du Recensement général de la population et de l'habitat de l'année 2009 (RGPH 2009) a été utilisé comme base de sondage. D'après les résultats de travaux du RGPH 2009, la Guinée-Bissau comporte 2034 DR dont 672 en milieu urbain et 1362 en milieu rural. Du fait des contraintes budgétaires, l'échantillon a concerné uniquement le milieu urbain de sept régions (SAB, Bafata, Gabu, Oio, Cacheu, Tombali et Quinara) qui comportent un total de 651 DR urbains. Selon les données qui transitent par les canaux formel, ces sept régions reçoivent plus de 97% des transferts passant par les canaux formels. Par conséquent les 651 DR ont servi de base pour tirer l'échantillon.

Au premier degré, 50 DR ont été tirées représentant ainsi un échantillon de 7,7% de l'ensemble des DR du milieu urbain des 7 régions. Les DR ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de chaque région.

Au deuxième degré, il a été procédé au tirage de 10 ménages dans chaque DR. Dans un premier temps, le dénombrement des ménages des DR sélectionnés a été réalisé en vue d'évaluer la proportion de ménages qui ont envoyé ou reçu des fonds au cours de l'année 2010. Ce dénombrement a permis également d'identifier ces ménages qui ont constitué la base de sondage au second degré.

Par la suite, l'échantillon a été complété par 6 DR ruraux de la région de Cacheu, choisis selon la même démarche. Dans les 6 DR des zones rurales, 85 ménages ont été sélectionnés selon le même principe.

Tableau 1 : caractéristiques de l'échantillon

Région	Nombre de DR sélectionnés		Total	Nombre de ménages sélectionnés
	Urbain	Rural		
Tombali	1	0	1	10
Quinara	1	0	1	10
Oio	3	0	3	30
Bafatá	4	0	4	40
Gabú	5	0	5	50
Cacheu	4	6	10	125
Sector Autónomo de Bissau	32	0	32	320
Total	50	6	56	585

Pour réaliser l'enquête, 15 enquêteurs ont été recrutés, 3 superviseurs, 2 contrôleurs, 1 informaticien pour la réalisation de la maquette de saisie et le traitement des données ainsi qu'un cartographe pour faciliter les opérations sur le terrain. La phase de formation a été réalisée sur la période du 3 au 5 mai 2011. Une enquête pilote dans un DR a été menée le 6 mai 2011. Sur la base des enseignements issus de la phase pilote, le questionnaire a été finalisé et la phase de collecte a débuté le 10 mai 2011. Elle a porté principalement sur les

zones urbaines du fait des contraintes budgétaires. Par la suite, avec le renforcement du budget, les ménages des zones rurales de la région de Cacheu ont été enquêtés.

Le questionnaire a été administré au Chef de ménage et aux autres membres du ménage qui ont déclaré avoir reçu ou émis des transferts. La saisie et le traitement des données ont été faits à partir d'un programme réalisé avec le logiciel CSPRO. Deux agents de saisie ont été recrutés, sous la supervision de l'informaticien et l'appui technique de l'INEC. Les différents contrôles (contrôle de structure, de cohérence....) ont été réalisés avant le transfert des données vers SPSS pour l'exploitation.

II- PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

II-1 TRANSFERTS REÇUS

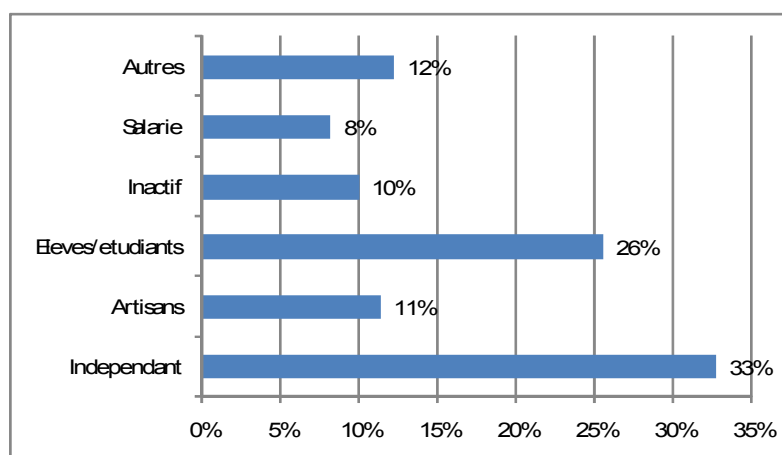
Les études ont relevé plusieurs facteurs déterminant les envois de fonds. Au plan macroéconomiques, les déterminants sont principalement les conditions économiques, à la fois dans le pays de destination, et dans le pays d'origine, les facteurs monétaires comme le taux de change ou l'inflation, ainsi que la situation politique dans le pays de départ (Hangen-Zanker et Siegel, 2007). Au niveau individuel, la littérature distingue l'altruisme, l'échange ou l'assurance mutuelle comme motivation des transferts (Carling, 2008).

Selon les résultats de l'enquête réalisées sur 7 régions de Bissau (sur un total de 9 régions), les transferts reçus en 2010 se situeraient à 29,1 milliards de FCFA. D'après les informations issues des DR recensés, plus de la moitié des ménages (53%) ont reçus un transferts en 2010. Les transferts ont été destinés principalement au SAB, avec 46,2% des transferts. La région de gabu concentre 17,2% des transferts contre 11,4% pour la région de Bafata et 10,3% pour la région de Casheu. Ces trois régions comportent le plus grand nombre d'émigrés, ce qui explique les tendances enregistrées. Les autres régions, Oio, Quinara et Tombali ont reçu respectivement 6,6%, 3,1% et 5,1% des dispositions.

II-1-1 Principales caractéristiques

Les résultats de l'enquête révèlent qu'une part importante des envois de fonds des migrants est reçue par des personnes exerçant une activité génératrice de revenus. En effet, 33% des fonds sont destinés à des travailleurs indépendants, 8% à des salariés et 11% à des artisans. Les inactifs reçoivent 10% des transferts alors que les élèves et étudiants absorbent 26% des montants transférés.

Graphique 1 : Répartition des transferts reçus selon le statut du bénéficiaire



L'enquête révèle que 52,2% des transferts sont destinés aux femmes dont 32% aux élèves et étudiantes, 26% aux travailleuses indépendantes et 18% aux inactives. Concernant la population masculine qui reçoit 47,8% des transferts, la part la plus importante (40%) est absorbée par les travailleurs indépendants, 22% par les artisans et 18% par les élèves et étudiants.

Selon la périodicité, il est ressorti des résultats de l'enquête que 87% des transferts reçus ont un caractère régulier. En effet, 67% des transferts sont effectués selon une fréquence mensuelle, 3% selon une fréquence trimestrielle, 1% selon une fréquence semestrielle et 16% selon une fréquence annuelle.

Les envois de fonds sont effectués principalement par les salariés. En effet, 85% des fonds transmis proviennent des émigrés salariés contre 5,8% provenant des artisans, 2,6% des étudiants, 2,1% des acteurs exerçant une activité libérale et 1,9% des étudiants. Ils sont envoyés principalement par les membres de la famille installés à l'étranger. En effet, 45,1% des fonds sont envoyés par les frères/soeurs du bénéficiaire, 21% par le mari/épouse, 11,9 par les enfants et 7,4% par le père/mère, comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 2 : Transferts reçus selon la région et le lien avec le correspondant

	Frère/sœur	Mari/épouse	Enfant	Père/Mère	Ami	Oncles	Neveu	Autres
Tombali	4,1%	1,3%	0,3%	0,0%	0,0%	3,0%	1,1%	0,0%
Quinara	3,1%	0,4%	4,0%	0,5%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Oio	4,6%	3,5%	7,6%	5,3%	0,0%	1,6%	0,0%	38,4%
Bafatá	6,3%	12,5%	22,0%	7,3%	19,5%	0,4%	14,8%	59,1%
Gabú	3,3%	20,7%	14,3%	8,2%	0,0%	17,0%	0,9%	0,0%
Cacheu	14,9%	7,9%	9,8%	9,1%	67,6%	8,2%	59,0%	2,6%
Sector Autónomo de Bissau	63,8%	53,6%	42,1%	69,6%	11,9%	69,8%	24,2%	0,0%
Total	45,1%	21,0%	11,9%	7,4%	1,8%	7,7%	4,5%	0,6%

II-1-2 Canaux utilisés

Il a été retenu deux canaux : le canal formel (Banque, sociétés de transfert) et le canal informel (Voyageurs-hommes d'affaires et commerçants, système de fax et autres). L'enquête révèle que 22% des montants passent par les circuits informels de transferts. Le poids de l'informel est plus faible dans la région de Quinara et plus élevé dans la région de Gabu, comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 3 : Répartition des transferts selon le canal et par région

	Formel	Voyageurs-hommes d'affaires - commerçants- téléphones	Système fax
Tombali	84,7%	15,3%	0,0%
Quinara	100,0%	0,0%	0,0%
Oio	79,4%	20,6%	0,0%
Bafatá	68,4%	31,6%	0,0%
Gabú	63,6%	36,4%	0,0%
Cacheu	84,5%	14,9%	0,6%
Sector Autónomo de Bissau	78,7%	20,9%	0,4%
Total	78,0%	21,7%	0,3%

Les transferts informels transitent par des commerçants, des hommes d'affaires ou s'effectuent par téléphone. Une faible proportion passe par le système de fax, principalement à Bissau. L'enquête ne révèle pas de différences fondamentales entre les zones rurales et urbaines. Il est ressorti des résultats de l'enquête que 32% des transferts reçus par les inactifs passent par les canaux informels contre 26% pour les étudiants et élèves, 18% pour les travailleurs indépendants et 10% pour les artisans. De même, une part importante des transferts en provenance du Mali (99%), de la Gambie (93%), du Sénégal (38%) et du Portugal (37%) passe par les circuits informels. En revanche, la part des circuits informels est plus faible dans les transferts en provenance de l'Espagne, de la France ou des États-Unis.

Plusieurs facteurs expliquent le recours aux circuits informels. En effet, 63% des acteurs qui ont reçu des fonds à travers ce canal souligne que les circuits informels sont plus conviviales et plus souples. En outre, 26% ont fait référence aux coûts qui seraient plus faibles. Cet aspect, apparaît quelque peu sur les fréquences de réception. En effet, le poids de l'informel est plus important sur les transferts effectués selon une périodicité annuelle (32%). Ces transferts portant sur des montants en moyenne plus importants, supportent des charges plus élevées dans les circuits formels.

II-1-3 Principaux pays de provenance

Les transferts sont dominés par ceux en provenance du Portugal qui représentent 45,4% des fonds reçus, suivis de ceux en provenance de l'Espagne (16,3%) et de la France (11,5%). Au total, les flux en provenance de l'Europe représentent 83,3% des fonds reçus. Les transferts reçus des autres pays africains représentent 13,6% du total. Ils proviennent principalement du Cap Vert (6,1%), de l'Angola (3,5%) et du Sénégal (1,7%). Les résultats font ressortir l'importance des transferts en provenance des pays lusophones qui concentrent 55,6% des fonds.

Tableau 4 : Répartition des transferts selon le canal et par région

	Formel	Informel	Total
Afrique	11,4%	2,2%	13,6%
UEMOA	1,1%	0,6%	1,7%
Sénégal	1,1%	0,6%	1,7%
Autres	10,3%	1,6%	11,9%
Angola	3,0%	0,5%	3,5%
Cap vert	5,1%	1,0%	6,1%
Europe	64,1%	19,3%	83,3%
Portugal	29,1%	16,3%	45,4%
Espagne	14,9%	1,4%	16,3%
France	10,3%	1,2%	11,5%
Amérique	1,6%	0,0%	1,6%
UAS/ Canada	1,0%	0,0%	1,0%
Brésil	0,4%	0,0%	0,4%
Autres	1,1%	0,5%	1,5%
Chine	0,5%	0,0%	0,5%
Total	78,0%	22,0%	100,0%

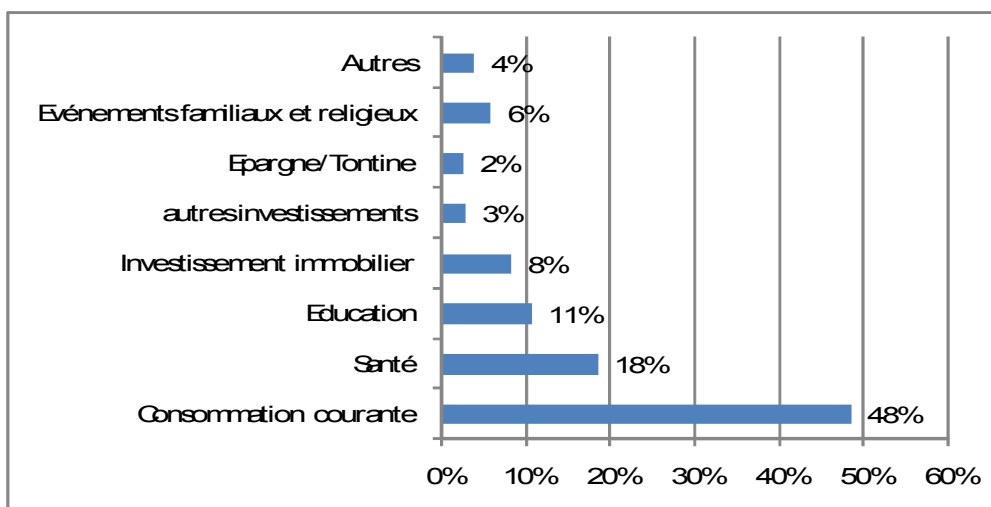
II-1-4-Motifs économiques des transferts

La contribution des transferts au développement des pays récipiendaires fait aujourd'hui encore débat. Des études récentes montrent qu'un accroissement du volume des transferts financiers permet une réduction de la part d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté (Adams et Page, 2003; Lopez-Cordova, 2006). Les transferts financent l'éducation, la santé et parfois l'investissement (Ratha, 2007). Cependant, d'autres études concluent à un accroissement des inégalités du fait de la réception de transferts (Barham et Boucher, 1998; Gonzalez-Konig et Wodon, 2005) et à une baisse de la productivité, liée à une diminution de l'effort de travail (Gubert, 2002; Chami et al. 2005).

En Guinée-Bissau, selon les résultats de l'enquête, les transferts sont généralement destinés à la couverture des besoins de consommation courante qui absorbent 48% des transferts reçus. Les envois consacrés aux dépenses de santé et d'éducation représentent respectivement 18% et 11% des transferts reçus. Une part relativement faible est consacrée aux investissements (11%) dont 8% aux investissements immobiliers et 3% aux autres investissements.

Ce résultat est courant dans la littérature empirique. En effet, dans de nombreux pays, les transferts sont largement affectés aux besoins de consommation ou à des dépenses de prestige (Taylor et al., 1996). Ce point participe à alimenter les controverses sur l'efficacité des remises migratoires comme un levier en faveur du développement.

Graphique 2 : Répartition des transferts selon le motif économique



II- LES ÉMISSIONS

Sur la base des résultats de l'enquête, les transferts émis se situeraient à 10,3 milliards de FCFA en 2010. La majeure partie des émissions (7,7%) proviennent du SAB. Les fonds émis pour l'étranger sont destinés principalement aux élèves et étudiants qui reçoivent 68,8% des transferts émis. Le reliquat est destiné aux salariés (12,3%), aux inactifs (7,5%), aux artisans (4,6%) et aux indépendants (2,9%). Ces fonds sont reçus principalement par les membres de la famille (enfants, 45,4% ; frère ou sœur, 27,5% ; mari ou épouse, 14,9% et neveu ou nièce, 7,3%). Ces envois ont un caractère régulier et sont effectués selon une fréquence mensuelle (87%), annuelle (8%) et trimestrielle (3%) ; les émissions occasionnelles représentant 2% du total des transferts émis.

Les transferts émis sont destinées principalement au Brésil (34,7%), au Sénégal (21,3%) et au Portugal (11,5%). Ces transferts passent à 86% par les canaux formels. Les fonds sont destinés essentiellement à la couverture des besoins de consommation courante (48,4%), d'éducation et de santé (26,8% et 6,4% respectivement) et aux événements familiaux (7,4%). Les besoins d'épargne et d'investissement immobilier expliquent respectivement 4,4% et 3,1% des transferts émis.

CONCLUSION

L'objectif principal de l'enquête était de collecter les informations pouvant permettre une meilleure estimation des envois de fonds des travailleurs migrants, à travers la prise en compte des différents canaux utilisés, de mieux spécifier les caractéristiques des bénéficiaires et d'identifier les motifs économiques des transferts émis et reçus.

Globalement, les objectifs ont été atteints malgré quelques insuffisances, induites

principalement par les contraintes budgétaires qui n'ont pas permis de mieux apprécier les spécificités entre les zones rurales et urbaines. En outre, l'utilisation des coefficients d'une seule région pour apprécier les caractéristiques des transferts dans les zones rurales des autres régions, constitue une faiblesse.

Au total, il est ressorti de l'enquête menée dans sept régions du pays que les transferts informels représentent une part relativement importante aussi bien pour les émissions (14%) que pour les réceptions (22%). Les raisons évoquées ne se limitent pas seulement aux coûts plus élevés des transferts formels mais aussi et surtout à la souplesse et la convivialité que les ménages trouvent davantage dans les circuits informels.

Les résultats révèlent que les transferts reçus soutiennent la consommation mais aussi participent quelque peu à la promotion de l'Investissement, particulièrement dans le secteur des BTP qui absorbe 8% des fonds reçus. De même, une part non négligeable (10,6%) est affecté à l'investissement en capital humain. Les fonds proviennent principalement de migrants salariés. Par conséquent, une baisse d'activité dans les pays concernés et une remontée du chômage pourraient réduire sensiblement les transferts. Concernant les émissions, une part prépondérante est destinée aux élèves et étudiants, en rapport notamment avec les contraintes du système éducatif national.

Globalement, les résultats de l'enquête sont relativement proches de ceux issus des sociétés de transferts. Quelques différences ont tout même été notées sur la répartition en fonction du pays d'origine et de destination des fonds.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int